

opérations internationales et aux filiales des entreprises qui ont leur siège sur son propre territoire.

S'ils sont ambitieux, les négociateurs pourront examiner l'interface entre l'investissement étranger et les pratiques des entreprises privées, les façons dont les liens financiers et commerciaux complexes entre entreprises peuvent entraver l'accès au marché par l'investissement. On pourrait difficilement exagérer l'importance de cette question; elle atteint l'essence même des structures des économies nationales, voire des sociétés, mais il n'en demeure pas moins que l'application de disciplines dans ce domaine faciliterait grandement l'accès à des marchés clés comme celui du Japon et même celui de l'Allemagne.

Au bout du compte, cependant, les négociations de l'OCDE présentent une grave lacune, à savoir l'absence des pays en développement. En effet, ces mêmes pays non-membres de l'OCDE ont produit l'an dernier plus de 40 p. 100 de l'investissement étranger direct total – contre 18 p. 100 en 1985 – et cette proportion ne peut que s'accroître.

Par-dessus tout, c'est dans certains de ces pays que les investisseurs ont le plus grand besoin d'une protection ferme, d'un accès facile et de réglementations transparentes. Au cours des négociations, des mécanismes de consultation pourraient être adoptés à l'intention des pays non-membres de l'OCDE; nous devons aussi veiller à ce que l'architecture finale soit ouverte aux adhésions éventuelles. Mais si nous vivons vraiment dans un monde où l'investissement ne connaît plus de frontières, alors tout accord valable de l'OCDE concernant l'investissement devra être enchâssé dans l'OMC; ce sera peut-être le catalyseur du premier cycle OMC de négociations.

Comment tout cela intéresse-t-il le secteur financier canadien? Vous aussi êtes des fournisseurs de services sur un marché mondial de plus en plus poreux et compétitif. Vous représentez un lien essentiel dans la chaîne de production du Canada, et vous n'êtes pas à l'abri des grandes forces qui s'exercent dans l'économie mondiale d'aujourd'hui.

Vous ne le savez que trop bien, le ministre des Finances et moi manquons rarement l'occasion de demander aux banques canadiennes ce qu'elles font pour contribuer à la performance des entreprises canadiennes sur la scène internationale, particulièrement dans le cas de nos petites et moyennes entreprises. Mais je tiens aussi à exprimer, ce soir, mon intérêt pour la viabilité et la compétitivité mondiales des banques canadiennes elles-mêmes. Personne ne peut maintenant se permettre de limiter son action à la scène locale, et moins que les autres les institutions qui jouent un rôle si essentiel d'intermédiaires financiers.

Merci.